

Journée commissaires enquêteurs

St Gérard - 26 septembre 2019

Dans les années 70 et au début des années 80 c'était « Small is beautiful ». Aujourd'hui, c'est « Big is beautiful ». Comment et pourquoi a-t-on ainsi complètement inversé les choses, inversé la pensée dominante dans la tête de nos concitoyens ?

Dans « Small is beautiful », il y avait une relation forte au local, mais surtout, une vraie dimension humaine. C'était aussi l'époque de la notion de développement local et de l'invention du concept de « développement social ». L'inscription dans les territoires constituait une dimension fondamentale et la dimension humaine du développement était privilégiée. Les valeurs humanistes étaient présentes. L'action publique était au service de l'homme.

Loin de moi l'idée de vouloir idéaliser le passé, je ne souhaite pas sombrer dans une nostalgie béate. Mais il est intéressant de se mettre dans une posture d'analyse de l'évolution de la pensée pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Mon point de vue est que nous avons évolué vers plus de dépersonnalisation, globalement et donc aussi dans l'action publique, plus d'égoïsme individualiste, voire plus d'égoïsme et notre société numérique contribue grandement à cette déshumanisation.

Aujourd'hui, comme on dit : « on n'en a plus les moyens ». Les valeurs humaines, l'individualisation bienveillante, entraînent des surcoûts alors qu'il faut faire des économies d'échelle, ou des économies tout court. Il faut aller toujours plus vite et il faut être économiquement efficace. Les personnes sont devenues des ressources humaines et/ou des consommateurs. Comme les britanniques ou les états-uniens, pour faire référence à ceux qu'on connaît le mieux, voire qui constituent pour nous des références, nous sommes entrés tête baissée dans la civilisation du tout business.

La pensée unique, que j'appelle aussi idéologie sourde, a élaboré un discours on ne peut plus axé sur la participation citoyenne sur le penser global et agir local. Mais ce ne sont que des slogans ; les actes, bien qu'habillés par ces discours, sont tout autres. Le prêt à penser n'a jamais été aussi efficace et se sont souvent les victimes de tout ce système qui elles-mêmes l'alimentent. Le système du « green washing » se développe très fort, dans notre ère du marketing. Nous sommes devenus experts dans la rédaction permettant une double, voire de multiples interprétations des textes. A dessein, les textes officiels ne sont pas dénués d'ambiguïté.

Pourtant, nous vénérons des penseurs tels qu'Edgar MORIN et son concept de complexité, de pensée complexe et de logiques systémiques. Mais nous faisons tout le contraire. La notion même de simplification, et le discours tendant à faire croire que la simplification est la solution à bien des problèmes est devenue une quasi religion, ou du moins une valeur incontestée. Je me souviens d'un article de Libération, toujours à cette époque des années 80,

qui mettait en évidence le pragmatisme des élites, c'est-à-dire combien les élites avaient tout intérêt à ce que tout le monde pense que les choses sont ainsi, on n'y peut rien.

Permettez-moi de citer Edgar Morin dans Ouest-France dimanche en août dernier :

« La prise de conscience pour l'écologie se fait lentement, tardivement. A force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence, on a fini par oublier l'urgence de l'essentiel. On l'a dit souvent, une croissance indéfinie dans un monde fini relève de l'absurde. Je ne suis pas pour autant un partisan de la décroissance. Je suis un partisan de la complexité. Il faut sortir d'une pensée binaire et plutôt s'interroger sur ce qui doit croître et ce qui doit décroître. Ce qui doit croître ? Une agriculture bio et fermière, des sols vivants, une économie sociale et solidaire. »

Pour mettre en œuvre les théories d'Edgar MORIN nous n'avons pourtant jamais eu autant de moyens, financiers, d'une part, mais également matériels, pour mettre en place une gestion plus complexe, plus fine, plus contextualisée, je dirais même plus intelligente. Tous ces algorithmes et systèmes numériques pourraient, si nous en avons la volonté, servir la cause du plus grand nombre et pas uniquement celle de quelques élites, servir la cause de l'humanité et non pas uniquement celle du business.

Concernant les PLUi, par exemple, nous partageons tous les objectifs fondamentaux, les problématiques de société, de lutte contre le dérèglement climatique, de préservation de l'environnement et de la biodiversité, la baisse de production de CO2... mais les dispositions à mettre en œuvre pourraient être mieux territorialisées. On peut faire un parallèle avec la dénonciation du fait que les pays qui ont profité sans mesure de dynamiques débridées et souvent peu vertueuses de croissance ne devraient pas, au nom d'une certaine éthique, voire de principes moraux, imposer sans retenue leurs exigences et des modèles à leur image aux pays qui ont besoin de croissance de survie. A notre échelle, celle de la Bretagne, des territoires qui se sont parfois goinfrés d'espace, sans mesure ou presque, pourraient aujourd'hui en restituer au profit de territoires qui en ont besoin. Aujourd'hui, nos moyens techniques et financiers pourraient permettre cela mais ceci mettrait sans doute en cause quelques pouvoirs établis. Nous avons presque perdu toute référence aux notions d'aménagement du territoire ou de développement local. Il faut maintenant être compétitifs, pouvoir concurrencer les autres grandes métropoles européennes. Les notions de concurrence et de compétition sont plus que jamais les valeurs quasi-exclusives de notre société contemporaine.

Pourtant, et ceci démontre le décalage entre le discours et les faits, notre Président Emmanuel MACRON lui-même, dans une lettre aux maires datant du 16 novembre 2018, il y a moins d'un an, disait, je cite :

« Je souhaite que la différenciation territoriale soit inscrite dans la constitution ... l'action publique ne peut avoir les mêmes règles, les mêmes normes dans une commune périurbaine et dans une ville d'outre-mer, au cœur d'une grande métropole et dans une commune rurale en Corse ou dans le Massif central. Il nous faut faire du cousu main, du sur-mesure. C'est le sens de la nouvelle République décentralisée que je souhaite construire avec vous. »

Mais, comme dirait Greta, où sont les faits en la matière ? Nous pouvons en témoigner, en matière de PLUi, il n'y a aucune différenciation, aucune volonté de sur-mesure, ne serait-ce que pour différencier les démarches en monde rural par rapport aux contextes urbains.

Nous pouvons aussi nous poser la question de l'intérêt d'entasser nos concitoyens dans des métropoles toujours plus grandes quand nous constatons tous les dégâts collatéraux que cela produit. J'en ai bien peur, là encore ce ne sont que des idées reçues d'économie d'échelle, et donc financières, qui fondent cette logique. Je ne suis pas certain que le résultat soit celui espéré. C'est d'ailleurs cette même logique qui impose des regroupements de communes, des communautés de communes ou d'agglo toujours plus grandes. Depuis la nuit des temps on peut constater que l'homme a la capacité à vivre en groupe, mais sa capacité à vivre en troupeau, pour des motifs de rentabilité, reste à démontrer.

Des entreprises toujours plus grandes, des exploitations agricoles toujours plus grandes, toutes ces pratiques de concentration méritent d'être aujourd'hui interrogées, notamment au regard des valeurs humaines.

Je viens du monde de l'éducation populaire et constate donc combien des notions d'émancipation critique ou de conscientisation ont disparu du paysage. On assiste aujourd'hui à des luttes de pouvoirs et nombre de lobbies se sont parfaitement organisés pour imposer leurs points-de-vues, asservissant les médias, mais aussi la puissance publique, tenant la main de ceux qui rédigent les lois et décrets. Ceux qui les contestent se mettent d'ailleurs souvent dans la posture qu'on attend d'eux et sont très facilement tournés en dérision, tant ils sont eux aussi caricaturaux et utilisent les mêmes méthodes. De temps en temps à ce jeu-là, il arrive toutefois, ponctuellement, à ces derniers de gagner, car le jeu consiste à s'allier l'opinion publique.

Plutôt que de promouvoir l'intelligence collective, plutôt que de donner à nos concitoyens les moyens d'avoir conscience, on déploie de grosses machines aliénantes.

Ainsi, nombre de lobbies fixent les règles du jeu, pèsent sur la rédaction des lois et règlements, noyautent les commissions consultatives ou d'arbitrage, pèsent sur les outils d'analyse des dossiers qui ne sont plus étudiés que hors-sol...

Les services de l'Etat sont réduits, faute de moyens financiers et humains, à se limiter à des fonctions régaliennes appliquant des textes pourtant teintés de valeurs idéologiques indéniables. Ils n'ont plus les moyens de conseiller, d'accompagner, et encore moins d'avoir des fonctions éducatives ou de médiation. Ce sont les médias et réseaux, dits « sociaux », dont l'indépendance est souvent discutable, qui seuls aujourd'hui remplissent ces fonctions.

Ainsi, par exemple pour l'élaboration de notre PLUi, nous percevons bien le décalage entre les relations que nous pouvons entretenir avec des personnes, fonctionnaires mais humaines, par exemple lors des réunions des P.P.A., mais aussi lors d'échanges interpersonnels téléphoniques ou par mail, et les productions du système formel, souvent très en décalage, voire contradictoires, bien trop hors sol, décontextualisés.

Les lobbies ont aussi su mettre à leur main les principes régissant les procédures d'enquêtes publiques permettant jusqu'à écarter de la concertation les dossiers qui représentent pour eux les enjeux les plus importants.

Les procédures de consultation dématérialisée ne donnent pas ou peu la parole au citoyen moyen mais constituent un excellent vecteur d'expression des lobbies organisés.

Le PLU à l'échelle de l'intercommunalité déterritorialise les enjeux qui ne sont plus pris en compte qu'à l'échelle des grosses machines, des lobbies organisés, et parfois de leurs contre-pouvoirs eux-aussi organisés, mais échappe totalement à la dimension humaine locale.

Un PLUi est pourtant d'abord un projet politique, un projet de territoire. Il résulte de choix politiques, de recherche de consensus, après débats et arbitrages, parfois entre des intérêts divergents... Il est aussi une formidable occasion de faire de la pédagogie, de l'éveil de conscience.

Le résultat n'est jamais parfait, n'est jamais complet, mais les froides remarques ne tenant pas compte de ce long, très long travail de terrain, ne tenant pas compte de toute cette dimension humaine, mettant les élus locaux dans des postures d'élèves n'ayant pas bien compris la leçon, est très mal perçu par tous ceux qui ont mis beaucoup de cœur et d'énergie à mobiliser les acteurs locaux pour réfléchir à notre bien commun.

Et les incitations, notamment financières, pour contraindre d'agir à grande échelle, la plus grande possible, sont telles que bien des élus, souvent un peu trop opportunistes, cèdent à ces sirènes de courte vue.

En conclusion,

Dans notre société totalement dévouée au business, les lobbies pèsent très fort sur la rédaction des lois, décrets et règlements, noyautent les commissions consultatives et influent les outils d'analyse utilisés par les services extérieurs de l'Etat. La puissance publique n'a plus de puissance que le nom, elle est réduite, faute de moyens à des fonctions régaliennes, c'est-à-dire au contrôle de la conformité des projets avec les textes cités plus haut. Ainsi, le pouvoir étant aux lobbies, le citoyen s'occupe sur les réseaux sociaux ou se berce d'illusions lors de réunions ou procédures dites consultatives mais l'inefficacité de tout ceci est programmée. L'humain n'est donc plus d'actualité, seul la pertinence économique prévaut presque exclusivement. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la fonction de commissaire enquêteur, et son rôle de médiation, se réduise et ne serve plus que d'alibi...

Serge MOËLO,

Maire de SILFIAC,

Vice-Président de Pontivy Communauté.